

# L'histoire singulière du mouvement ouvrier allemand

**Le modèle social allemand est à la mode. Beaucoup d'observateurs l'érigent – non sans arrière-pensées – en exemple à suivre. Cette vision qui cherche à instrumentaliser la réalité de la social-démocratie pour mieux dénigrer la situation française traduit bien, au-delà de sa portée polémique, la méconnaissance du poids des traditions et des héritages politiques et sociaux dans ces deux pays. En installant le mouvement ouvrier allemand dans son histoire et en éclairant ses dynamiques propres, Jean Numa Ducange fait ici œuvre utile.**

**L**es nombreuses références au « modèle allemand » évoquent parfois les spécificités syndicales et politiques du mouvement ouvrier de ce pays, dont les fondements remontent au XIX<sup>e</sup> siècle. Les approches véhiculées dans les médias dominants sont souvent pleines de certitudes. Par contraste avec la France – pays où le syndicalisme apparaît comme faible et divisé –, l'Allemagne serait un exemple à suivre, avec des structures syndicales moins éclatées et un taux de syndicalisation demeuré très élevé malgré la crise de ces dernières décennies. Surtout, en proposant un modèle de « cogestion », de partenariat entre syndicats et patronat, l'Allemagne serait un pays raisonnable par opposition à une France protestataire et systématiquement gréviste. Il est donc nécessaire de proposer un éclairage historique pour comprendre les fondements de ces affirmations, qui ont d'une certaine manière leur part de vérité, mais qui sont trop simplificatrices car ne permettant pas de comprendre comment ces spécificités se sont construites historiquement.

Il apparaît d'autant plus utile de se prêter à un tel exercice que, désormais, des millions de jeunes Français ayant suivi un cursus au lycée ont au moins des rudiments de connaissance sur la question. Depuis 2008,

quelques heures de cours d'histoire doivent être consacrées au thème suivant : « Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875 »<sup>(1)</sup>.

Auparavant, ce thème n'était jamais traité spécifiquement et le choix de le mettre en avant tient certainement en partie aux raisons mentionnées (le « modèle allemand », toujours mis en avant !), mais une consultation attentive des séquences proposées par de nombreux enseignants, parfois grâce à certains manuels très bien informés, montre qu'il est possible de dresser en quelques heures une intéressante lecture d'histoire politique et sociale du mouvement ouvrier allemand.

## Syndicats et partis en France et en Allemagne

Pour le dire rapidement, le syndicalisme allemand n'a jamais eu sa Charte d'Amiens et l'influence du syndicalisme révolutionnaire est toujours restée marginale. Par opposition au modèle « latin » où syndicats et partis seraient indépendants, il existerait en Europe deux autres modèles principaux : l'exemple britannique, où les syndicats (*Trade Unions*) fondent le Parti travailliste en 1906 et le modèle « germanique », où les structures syndicales sont dominées par le Parti social-démocrate (SPD). S'il

(1) Voir les accompagnements proposés sur la question par le ministère : [http://cache.media.eduscol.education.fr/file/Lycee/40/8/LyceegT\\_Res-sources\\_Hist\\_03\\_Th2\\_Q1\\_Socialisme\\_213408.pdf](http://cache.media.eduscol.education.fr/file/Lycee/40/8/LyceegT_Res-sources_Hist_03_Th2_Q1_Socialisme_213408.pdf)

est possible de nuancer ce schéma global, la comparaison entre la France et l'Allemagne ne fait aucun doute : il existe dès l'origine un fossé entre mouvement ouvrier allemand et mouvement ouvrier français, ne serait-ce que sur la question des relations entre parti et syndicat.

Avant 1914, le SPD – qui puise ses origines dans le congrès d'unification de Gotha, en 1875 – est le pôle fédérateur de l'ensemble des structures de ce que l'on appelle alors le mouvement ouvrier : syndicats et coopératives sont étroitement liés à l'organisation politique, au milieu d'une myriade d'autres structures et d'associations. Avant 1914, les syndicats allemands s'inscrivent ainsi dans ce que l'on a pu désigner comme une « contre-société » dans le cadre de l'Allemagne impériale. Pays industrialisé plus tardivement mais plus efficacement que la France, notamment après l'unité de 1871 qu'impose Bismarck « par le fer et par le sang », l'Allemagne développe d'importantes concentrations industrielles qui, pour nombre d'entre elles, vont devenir dans les années 1880 des foyers de l'agitation de la social-démocratie, et bientôt des bastions politiques et syndicaux. Après 1890, les syndicats regroupent rapidement des centaines de milliers d'adhérents, dont la majorité est membre ou proche du SPD. Ils s'intègrent dans les structures social-démocrates. La formation professionnelle, comme la formation historique, économique et politique y occupent une place déterminante.

Les valeurs éducatives (la *Bildung*, c'est-à-dire la formation, l'éducation, la culture) occupent une place importante dans le mouvement ouvrier. Le paradoxe de ce milieu social-démocrate est que, tout en étant relativement isolé du reste de la société allemande pendant une longue période, son processus d'intégration au monde politique impérial est malgré tout bien avancé à la veille du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Il explique le large ralliement du SPD à l'élan patriotique de 1914 et à la « paix civile » (*Burgfriede*, équivalent français de « l'Union sacrée »). Certains historiens ont évoqué une « intégration négative » pour rendre compte des contradictions de la social-démocratie.

À noter que les dirigeants des syndicats allemands se placent à la droite de la social-démocratie, notamment le plus célèbre d'entre eux, Carl Legien (1861-1920) qui, à la tête de la *Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands* (Confédération générale des syndicats allemands), incarnent la « droite » de la social-démocratie. Legien est un peu l'équivalent du secrétaire général de la CGT en France.<sup>(2)</sup> Il participe aux congrès du SPD, manifeste sa sympathie pour les éléments modérés de la social-démocratie, comme Eduard Bernstein, et défend une ligne de plus grande autonomie par rapport au parti. Ceci, notamment, pour ne pas se soumettre à ce qu'il



DR: IHS-CGT (2)

Karl Kautsky et August Bebel, respectivement théoricien et président du SPD.

juge être les diktats marxistes de la majorité du SPD d'alors qui, malgré des ambiguïtés, défend toujours une perspective marquée par la rupture avec l'ordre existant.

### La question des liens entre syndicat et parti

La ligne politique « orthodoxe » de la social-démocratie s'incarne dans les figures du théoricien du SPD Karl Kautsky (1854-1938) et de son président August Bebel (1840-1913). Pour eux, les syndicats doivent être dominés par la social-démocratie. Si l'on replace ces diverses caractéristiques dans le cadre français, on mesure la grande distance qui sépare les socialistes et syndicalistes français de leurs alter ego allemands. En premier lieu, bien évidemment, le clivage entre la CGT et les courants socialistes français contraste avec la situation allemande. En examinant, pour les cas français et allemands, les rapports entretenus par les deux traditions syndicales à la politique, on mesure encore mieux l'abîme les séparant. Les syndicalistes révolutionnaires français, qui prônent une totale indépendance vis-à-vis des partis politiques, défendent la « grève générale » comme moyen d'action principal, là où Carl Legien, souhaitant prendre ses distances avec l'orientation marxiste du SPD, défend une autonomie syndicale pour ancrer une perspective gestionnaire et davantage réformiste du syndicalisme.

Il peut être intéressant de prendre pour exemple les années 1905-1906 si l'on veut confronter ces options à l'épreuve des faits. Dans un contexte où la première révolution russe de 1905 touche l'Allemagne, qui connaît une importante vague de grèves et de radicalisation politique, la Confédération allemande des syndicats se manifeste comme un élément modérateur par rapport à la social-démocratie. En 1906, le congrès du SPD, qui se tient à Mannheim, décide l'égalité de traitement entre syndicats et partis : c'est de fait reconnaître une forme d'autonomie à la direction des syndicats qui refuse de faire de la grève un moyen d'action revendicatif et politique.

(2) À noter aussi l'importance des syndicats chrétiens, toujours numériquement plus faibles que les sociaux-démocrates. Ils occupent encore aujourd'hui des positions non négligeables.



DR: IHS-CGT

Manifestation spartakiste devant le parlement prusse, en décembre 1918.

À l'inverse, Rosa Luxemburg, investie dans l'aile gauche du SPD, prône dans *Grève de masse, parti et syndicats*, l'usage de la « grève de masse » (*Massensstreik*, en allemand) contre ceux qui, au sein des syndicats, ne veulent pas ou plus entendre parler de ce moyen d'action. Un contresens doit néanmoins être évité sur ce point : Rosa Luxemburg n'est pas l'équivalente de ceux qui, en France, comme la CGT, défendent la « grève générale ». Elle renvoie même dos-à-dos les « réformistes » de la SFIO et les « anarchistes » qui prônent la grève générale au sens de la CGT car, selon elle, la grève de masse doit être un des moyens d'action de la social-démocratie et non une méthode alternative à l'action du parti. Son attachement au parti politique et le lien indéfectible de celui-ci au syndicat n'est pas remis en cause<sup>(3)</sup>. Une conception pour le moins éloignée de la Charte d'Amiens de 1906 !

### Tradition révolutionnaire et République

Un point fondamental explique les trajectoires différentes des mouvements ouvriers européens : leur rapport à la tradition révolutionnaire. En France, de 1789 à 1871, des insurrections populaires ont contribué à ancrer solidement une tradition de référence à la révolution comme mode d'action fondamental du changement social et politique. En Allemagne, la révolution de 1848 s'est soldée par un échec et si, formellement, la social-démocratie allemande et les syndicats qui lui sont liés réclament une République, de fait, les premiers acquis obtenus sont le fruit d'un rapport de force qu'ils parviennent à instaurer dans le cadre de l'empire de Guillaume II. Il en résulte, en Allemagne, un rapport ambivalent à la tradition républicaine et révolutionnaire française : si elle est souvent admirée, celle-ci apparaît de plus en plus comme désuète et en décalage avec la nouvelle époque, où le plus fort mouvement ouvrier d'Europe est celui d'Allemagne. L'Empire allemand depuis Bismarck (chancelier de la nouvelle Allemagne unifiée) a en effet octroyé aux

ouvriers allemands des assurances sociales très développées pour l'époque, bien plus que celles existantes dans la République française.

Il en ressort une relation très différente des deux mouvements ouvriers à l'articulation du social et du politique. Nombre de militants allemands se demandent pourquoi une partie du socialisme français s'inscrit dans une démarche républicaine : à quoi bon défendre un régime politique qui n'est même pas capable de garantir les mêmes avantages que le Reich allemand ? La célèbre confrontation entre Jean Jaurès et August Bebel au congrès de l'Internationale socialiste tourne notamment autour de ces questions<sup>(4)</sup>. Certes, le syndicalisme révolutionnaire de la CGT reste à distance du républicanisme jaurésien, mais la force des ancrages nationaux – républicain côté français, impérial côté allemand – se lit tout particulièrement en 1914 lors du ralliement quasi unanime des syndicats et partis à leur gouvernement. En France, la tradition républicaine et révolutionnaire est exaltée, alors qu'en Allemagne l'idée d'une supériorité du monde germanique a largement contaminé les rangs des organisations ouvrières.

### L'importance des révolutions de 1918-1919

Les perspectives révolutionnaires ouvertes par la Révolution russe de 1917 changent profondément la donne : des minorités opposées à la guerre, déjà actives à la fin de l'année 1914 et hostiles au « socialisme de guerre », entrent en dissidence. Deux jours avant l'armistice du 11 novembre 1918, deux républiques sont proclamées à Berlin : l'une est « socialiste », avec Karl Liebknecht, l'autre, avec le social-démocrate Philipp Scheidemann, entend composer avec les forces du Reich (qui va devenir la République de Weimar). Au cours de la révolution allemande de 1918-1919, cette ligne de fracture s'approfondit et s'aggrave jusqu'à l'écrasement des Spartakistes (communistes), en janvier 1919, par les corps francs que soutient la social-démocratie allemande. Le SPD accepte d'être un parti de pouvoir dans ce contexte. La rupture est définitive et irrémédiable entre le SPD « maintenu » et le jeune Parti communiste allemand (KPD).

Au niveau syndical, la figure de Legien est très présente en 1918-1920. Conformément à ses positions d'avant et pendant la guerre, il soutient l'aile modérée de la social-démocratie qui n'entend pas faire une révolution socialiste et se montre très hostile au bolchevisme. Cette perspective reste majoritaire dans le mouvement ouvrier allemand d'après-guerre. En jouant la carte gestionnaire, la social-démocratie et les syndicats parviennent à obtenir d'importants acquis en 1919 et au début des années 1920 : journée des 8 heures, droit de vote des femmes, droit de regard des ouvriers dans la gestion des entreprises, assurances chômage...

Lorsqu'on évoque le modèle de « cogestion » à l'allemande, on part souvent de 1949 et de la RFA.

(3) Cf. *les textes dans Rosa Luxemburg, Le socialisme en France, Marseille, Agone, 2013.*

Cf. *les textes dans Rosa Luxemburg, Le socialisme en France, Marseille, Agone, 2013.*

(4) Cf. *Jean Jaurès, « Chercher la vérité et la dire ». Anthologie d'un inconnu célèbre, Paris, Le livre de Poche, 2014 (notamment le chapitre sur les rapports franco-allemands).*

Mais ce modèle a au moins ses antécédents dans les débuts de la République de Weimar, voire dans « *l'intégration négative* » qui précède 1914. Ainsi, malgré la répression sanglante de janvier 1919 et ce qu'elle implique politiquement, la ligne de Legien et de Friedrich Ebert – dirigeant du SPD qui devient le premier président de la République de Weimar en 1919 – peut se prévaloir de certains acquis qui lui permettent de contenir au sein du monde ouvrier la poussée du communisme en Allemagne, du moins jusqu'en 1929.

Par ailleurs, la force de l'unité ouvrière s'exprime en 1920 à l'occasion du putsch de Kapp, qui tente, avec une faction militaire d'extrême-droite, de renverser la République. Là, toutes les franges du mouvement ouvrier organisé décrètent une grève générale et mettent en échec le putsch, donnant des espoirs aux plus radicaux sur les possibilités d'une révolution en Allemagne. Mais des échecs successifs entre 1920 et 1923 signent la fin des espoirs d'un nouveau soulèvement.

À la fin des années 1920, outre les syndicats sociaux-démocrates, se développent des tendances syndicales, puis des structures « rouges » proches du KPD mais qui peinent à s'implanter. C'est le cas du *RGO Revolutionäre Gewerkschafts Opposition* (« Syndicats d'opposition révolutionnaire », en quelque sorte l'équivalent de la CGTU en France). À noter l'existence d'une frange dissidente non négligeable qui conçoit les conseils ouvriers (*Räte*), apparus au cours de la révolution allemande, comme des alternatives à la fossilisation bureaucratique des partis et syndicats.

Ce courant « conseilliste » autour du KAPD eut un certain écho au début des années 1920, dans un contexte d'intégration grandissante de la social-démocratie à l'appareil d'État. Notons encore, après 1929, le poids grandissant, dans la mouvance communiste, de chômeurs sensibles à la radicalité de ce discours politique. Cette implantation contraste avec celle des ouvriers dans des secteurs « protégés », restés structurellement plus fidèles à la social-démocratie.

Entre les deux guerres, le SPD est devenu un parti de gouvernement : outre l'expérience de 1918-1919, il participe à une coalition en 1928-1930. La social-démocratie n'est désormais plus au cœur d'une contre-société comme avant 1914. De façon significative, les historiens ont relevé, par exemple, des changements dans la formation des cadres syndicaux et politiques : les formations, jadis très tournées vers la critique de l'économie politique et l'histoire du mouvement ouvrier, se concentrent désormais de plus en plus sur des tâches techniques liées à l'exercice de divers mandats ou fonctions dans l'appareil d'État.

Les raisons pour lesquelles le mouvement ouvrier ne put mettre en échec le nazisme excèdent évidemment le cadre de cet article. Mais force est de constater que les premiers à connaître les camps de concentration seront souvent des cadres syndicaux ou politiques liés à la social-démocratie ou au Parti communiste. Certains



DR: IHS-CGT

*Karl Liebknecht, fondateur de la Ligue spartakiste.*

passeront toute la période du nazisme ou presque dans un camp de concentration, à l'image de Kurt Schumacher (1895-1952), qui sera président du SPD après 1945, ou périront assassinés ou fusillés, comme Ernst Thälmann (1886-1944), secrétaire général du KPD.

## Le temps de la cogestion et de la guerre froide

Après 1945, l'Allemagne est divisée en quatre zones d'occupation, qui vont donner lieu en 1949 à deux pays différents : à l'Est, la République démocratique allemande (issue de la zone soviétique, disparue en 1990 après la réunification) ; à l'Ouest, la République fédérale allemande, issue des zones américaine, française et britannique (c'est cette Allemagne qui existe encore aujourd'hui). À l'Est, le parti au pouvoir, le SED, se présente comme le produit de la réconciliation du SPD et du KPD et se réclame du passé de l'aile gauche du SPD d'avant 1914. Les syndicats officiels qui lui sont liés assurent certains acquis sociaux, tout en contrôlant étroitement toute activité politique. La grève est illégale. Le pouvoir réprime plusieurs insurrections ouvrières, dont celle de Berlin-Est en 1953. Jusqu'à la fin des années 1950, le pays est totalement sous la coupe de l'Union soviétique.

À l'Ouest, la situation est différente, mais l'influence américaine a elle aussi des conséquences sur la législation et les forces politiques. Le Parti communiste est interdit et il n'existe pas de droit légal concernant la « grève générale », chaque secteur devant se décréter en grève indépendamment des autres. L'usage de la grève est, de ce fait, considéré comme exceptionnel et il est bien plus rare et ponctuel qu'en France. Il n'y aura pas, par exemple, l'équivalent de mai-juin 1968 en Allemagne, même si la « gauche extra-parlementaire », (l'équivalent d'une partie de la « deuxième gauche » et de l'extrême-gauche en France) et certains secteurs syndicaux mènent des luttes non négligeables dans les années 1970. Ce modèle existe dans d'autres pays, notamment



DR: IHS-CGT

La tribune du mythique congrès du SPD de 1959, à Bad-Godesberg.

en Autriche, où le «partenariat social» (*Sozialpartnerschaft*) est encore poussé plus loin, entraînant une quasi-absence de la grève comme moyen d'action.

Le SPD incarne ce modèle en Allemagne, en continuité avec un mouvement amorcé les décennies précédentes. Après son congrès de Bad-Godesberg, en 1959, il prend de plus en plus ses distances avec la lecture marxiste et entend revenir dès que possible au pouvoir. Il y parvint une première fois entre 1966-1969, significativement dans le cadre d'une grande coalition avec la droite chrétienne-démocrate (CDU). Puis, à nouveau, en alliance avec le petit parti libéral: c'est l'époque de Willy Brandt et Helmut Schmidt, tous deux successivement chancelier (1969-1974, puis 1974-1982). Le SPD occupe le pouvoir jusqu'en 1982. Ses structures syndicales (*Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund*, ou ADGB) sont alors à son image: très modérées et réformistes. Mais elles restent des organisations ouvrières de part leur assise sociale et les revendications qu'elles défendent.

Dans le cadre des «Trente Glorieuses» et du développement économique, une forme de contre-société et d'encadrement subsiste jusqu'au début des années 1980 (outre les acquis défendus par les syndicats, les fêtes, les écoles de formation...), même si on s'éloigne de plus en plus de la situation d'avant 1914. Pendant un peu plus de trois décennies, c'est –pour reprendre le titre d'un ouvrage fondamental sur cette période– «l'apogée des syndicalisme en Europe»<sup>(5)</sup>, ce qui est particulièrement vrai en Allemagne de l'Ouest. La figure du social-démocrate Willy Brandt est souvent associée à cette période, ce qui explique les évocations nostalgiques de l'ancien chancelier encore aujourd'hui, y compris dans des secteurs syndicaux parfois très à gauche et critiques de l'orientation actuelle du SPD.

À partir des années 1980, on retrouve en RFA les principaux facteurs de la désindustrialisation des pays occidentaux, avec la baisse dans la population active de la part des ouvriers des grands secteurs traditionnels où l'influence des syndicats était particulièrement forte. La comparaison avec la France mérite néanmoins un exa-

men plus poussé. Dans de nombreux secteurs, l'Allemagne a conservé des structures industrielles non négligeables, l'automobile constituant évidemment le cas le plus célèbre, à côté d'autres industries spécialisées ou de pointe. Comment expliquer cette spécificité?

Historiens, économistes, sociologues et hommes politiques présentent des thèses différentes. Il est certain que, par exemple, face à une CGT proche du Parti communiste et longtemps première structure syndicale, la bourgeoisie française était beaucoup plus revancharde qu'en RFA, où la coopération sociale et politique entre État, patronat et syndicats était ancrée depuis les années 1950. Pendant longtemps – et c'est encore en partie vrai dans un autre contexte –, il a existé, au sein du monde ouvrier, un fort consensus politique autour du développement économique de l'Allemagne. La grande coalition – une «habitude» depuis Weimar et développée régulièrement depuis 1966 – entre les deux grands partis de la vie politique, le SPD et la CDU, traduit bien ce phénomène. Cette stabilité politique et syndicale a néanmoins été remise en cause.

### Une vie sociale moins stable

Entre 1998 et 2009, de retour au pouvoir avec Gerhard Schröder (chancelier entre 1998 et 2005), le SPD a perdu des millions de voix et la moitié de ses militants. Après des réformes qui détricotent nombre d'acquis de la période précédente, une forte opposition se développe, tant au sein du SPD que des syndicats. D'autres forces ont émergé à gauche, comme les Verts (*Grünen*), apparus dans les années 1980 et au pouvoir avec Schröder<sup>(6)</sup>, ou surtout, plus récemment, *Die Linke* («La gauche»), née d'une fusion entre une scission de gauche du SPD et le PDS, lui-même issu en partie de l'ex-SED au pouvoir en Allemagne de l'Est. Leur apparition a remis en cause le système des partis fonctionnant en RFA depuis le début des années 1950, ce qui a entraîné de nombreuses discussions.

La vie politique allemande semble de moins en moins stable comparée à ce qu'elle fût, y compris sur le terrain syndical: d'importantes grèves ont eu lieu dans plusieurs secteurs, traduisant avec force la fin d'une certaine hégémonie du modèle social-démocrate. Des secteurs d'IG Metall et de Verdi contestent ouvertement les mesures prises dans le sillage de «l'Agenda 2010» de Schröder. À noter aussi les importantes mobilisations contre la réforme de l'assurance chômage (*Hartz IV*). Si une partie des contestataires s'est retrouvée autour de *Die Linke*, il est encore trop pour savoir si ces bouleversements, assez récents si on les replace dans un temps long historique, déboucheront sur des recompositions plus profondes du mouvement politique et syndical en Allemagne.

Au cours de la dernière séquence électorale, le SPD est parvenu à endiguer la perte de voix sur sa gauche et les syndicats qui lui sont proches restent largement

(5) Pigenet (Michel) et alii, L'apogée des syndicalismes en Europe occidentale (1960-1985), Paris, Presses de la Sorbonne, 2005.  
(6) Le cas des Verts allemands mériterait un plus ample exposé que nous n'aborderons pas ici.

dominants. Et une nouvelle grande coalition gouverne l'Allemagne... Néanmoins, il faut se départir d'une certaine lecture linéaire de l'histoire que nous avons très brièvement retranscrite ici. Si une tendance de fond autour d'une voie existe bien (un long mouvement vers la cogestion et le consensus), celle-ci s'est toujours heurtée, à certains moments cruciaux du XX<sup>e</sup> siècle, à des contre-tendances qui ne manqueront pas de ressurgir et de s'approfondir si, par exemple, la situation économique du pays change dans un futur proche...

**Jean-Numa DUCANGE**  
Normandie Université  
(Rouen-GRHIS)

## Quelques références bibliographiques

*Les ouvrages en français sont peu nombreux. Citons Histoire générale du socialisme, de Jacques Droz (réédition PUF/Quadrige 1997), pour la première période, et le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international (Maitron Allemagne, Les Éd. ouvrières, 1990). La synthèse, assez récente, de Jacques Pierre Gougeon (La social-démocratie allemande de la révolution au réformisme, Aubier, 1996), reste importante malgré une lecture « pro-SPD ». De nombreuses indications se trouvent (en allemand !) sur les sites internet des Fondations Friedrich Ebert (du SPD : <https://www.fes.de>) et Rosa Luxemburg (de Die Linke : <http://www.rosalux.de>). Pour une mise au point en français sur quelques débats relatifs à l'histoire du SPD entre 1889 et 1933, voir notre ouvrage, La Révolution française et la social-démocratie : transmissions et usages politiques de l'histoire en Allemagne et Autriche 1889-1934, Rennes, PUR, 2012.*

## EXTRAITS DE POLITIQUE ET SYNDICATS, DE KARL KAUTSKY, 1900 (D'APRÈS L'ÉDITION FRANÇAISE DE 1903)

[...] Malgré l'organisation tout à fait indépendante des syndicats, il existe entre eux et le Parti socialiste l'entente la plus étroite. Ce sont la plupart du temps les mêmes hommes qui se trouvent groupés dans l'une et l'autre organisation. Les socialistes se montrent les meilleurs syndiqués, et presque tous les syndiqués vraiment actifs sont aussi de bons socialistes. Si la question des rapports d'organisation entre le Parti socialiste et les syndicats est hors de discussion en Allemagne, il m'apparaît par contre qu'en France cette question est extrêmement controversée.

Les solutions les plus divergentes sont proposées ; tandis qu'un grand nombre veut mettre les syndicats dans la dépendance absolue – au point de vue de l'organisation – des groupements politiques socialistes, les autres préconisent non seulement l'indépendance des syndicats vis-à-vis des organisations politiques, mais même l'opposition à celles-ci, et ils ne voient pas l'action syndicale et l'action politique comme les deux aspects d'un même phénomène – la lutte de classe du prolétariat –, mais deux phénomènes différents et incompatibles.

Examinée au point de vue de la propagande, la question prend un tout autre aspect. Certains syndiqués socialistes allemands ne se contentent pas de l'indépendance des syndicats vis-à-vis du Parti socialiste au point de vue de l'organisation. Ils demandent encore aux syndiqués socialistes de s'abstenir de toute démonstration socialiste à l'intérieur des syndicats, de faire ailleurs leur propagande socialiste, parce que cela éloignerait des syndicats les éléments non socialistes. [...]

Et je suis heureux de pouvoir constater qu'en Allemagne aussi la conception de la neutralité, qui est combattue dans les pages qui suivent, n'a pas pris racine. Le prolétariat militant d'Allemagne a l'idée socialiste trop dans le sang pour qu'il ne trouve pas à la manifester dans tous ses actes, en dépit des accès passagers de tiédeur politicienne. La discussion qui a donné lieu aux articles traduits ici ne date que de deux ans. Mais au récent congrès des syndicats tenu à Stuttgart, l'esprit socialiste a dominé aussi complètement et aussi ouvertement que dans n'importe quel congrès du Parti socialiste.

L'écrasante majorité des congressistes n'a laissé aucun doute à cet égard : pour eux, les syndicats n'exerceront une action utile que par une entente harmonieuse avec le Parti socialiste. Pour la rendre plus facile, le congrès de Stuttgart a transporté le siège du Conseil général de la Fédération des syndicats de Hambourg à Berlin, où se trouve également le siège du Comité directeur du Parti socialiste. [...]

[Le SPD] ne veut pas non plus voir les socialistes devenir de majorité une minorité dans les syndicats, et aussi longtemps qu'ils seront la majorité, la direction des syndicats restera aux mains des socialistes. Or, les socialistes, s'ils font de la politique, ne peuvent faire que de la politique socialiste ; ils peuvent bien s'allier avec des ouvriers ultramontains et libéraux pour le droit de coalition, par exemple, mais pour cela, ils se serviront d'arguments socialistes et ils en appelleront pour la défense de leurs intérêts aux socialistes des corps législatifs et de la presse. En outre, si la direction des syndicats tombait dans des mains non socialistes,

les syndicats ne feraient pas de la politique neutre, mais bien de la politique anti-socialiste. Le Parti socialiste joue actuellement dans toutes les questions ouvrières un rôle beaucoup trop important pour qu'un représentant des travailleurs puisse rester indifférent à son égard. [...]

Vouloir neutraliser les syndicats, c'est vouloir en fait maintenir les syndiqués en un parfait état d'innocence politique. Cette neutralité consiste simplement en ceci : rester neutre en théorie et faire dans la pratique de la politique de parti. « On » se laisse guider dans le syndicat par les mêmes idées de parti qu'en dehors du syndicat ; seulement, dans le syndicat, on appelle politique ouvrière cette même politique qu'on vient d'appeler politique du Parti socialiste dans une réunion électorale, et l'on soutient ici comme un ami des ouvriers le même candidat qu'on recommande là-bas comme un homme de parti éprouvé !

Si les syndicats font de la politique, les syndiqués, du moins les meilleurs d'entre eux, ceux qui ont une certaine maturité politique, feront constamment de la politique de parti. Si on veut bannir cette politique des syndicats, il faudra condamner la politique en général dans les syndicats et dans leurs organes, il faudra les transformer en de simples caisses de secours, en de pures entreprises d'affaires. Alors on pourra être neutre, mais il ne le faudra pas nécessairement, parce qu'il y a des sociétés de secours (maladies ou autres accidents) socialistes, ultramontaines, etc. La politique de parti pénètre l'ouvrier allemand jusqu'à la moelle des os, c'est elle qui détermine tous ses faits et gestes. »